

So in Austria we need foreign investments, we need the money and we need the know-how but we should like to have more American investment and more British investment and Dutch and Swiss investment, just to counterbalance the German investment. Because I think that for all countries, the problem is one of growing dependence and how to counterbalance it. That is the main problem for you in Canada, but from another point of view it is also the problem for my own country.

**The Joint Chairman (Senator Aird):** Thank you very much, Mr. Czernetz, I can see you have raised another subject for a further debate. Thank you very much sir. Senator Flynn, did you have a question?

[Translation]

**Senator Jacques Flynn:** Mr. Chairman, just one question which relates, in part, to Mr. Czernetz remarks, but before, will you allow me to say that I am happy to see, in the Delegation of the European Council, several representatives that I had the chance to meet in May 1969. At that time, I was a member of the Canadian Delegation and a guest of the Council of Europe. This is a great pleasure for me particularly when I remember that very pleasant experience, the warm hospitality, and the valuable discussions on problems of common interest.

My question arise from the fact that it seems that all those who spoke on the U.S. investments in Europe or Canada, agree in conclusion that it is necessary to work out a pan-european policy or a Canadian policy to cope with these U.S. investments' in order to set off the advantages that may accrue to the borrowing countries, if I may so describe them, and also limit the disadvantages which may arise from these investments.

I would like to ask to the delegation members how in Europe, among the member of the European Council, this problem was resolved? Because, as Mr. Czernetz said, there must be some member-countries, of the European Council who make investments in other countries. What is the attitude of these countries with regards to the investments of the countries of the European Council? Did you find a solution? Do the countries of the European Council find any problems with these exchanges or internal investments between them?

[English]

**The Joint Chairman (Senator Aird):** Thank you, very much, Senator Flynn. Do any of you, on the panel, care to answer Senator's Flynn's question?

[Translation]

**Mr. Reverdin:** Mr. Chairman, I could possibly give part of the answer; I come from a country that makes investments. We have more Swiss investments in United States than there are American investments in Switzer-

C'est pourquoi, en Autriche, nous avons besoin des investissements étrangers, nous avons besoin de l'argent et nous avons besoin de «know-how». Mais nous aimerions avoir plus d'investissements américains, plus d'investissements britanniques et plus d'investissements hollandais et suisses, simplement pour équilibrer les investissements allemands. Je crois que ceci est valable pour tous les pays. Le problème, c'est de savoir comment contrebalancer cette dépendance croissante. C'est le principal problème pour vous au Canada, mais d'une autre manière c'est aussi le problème de mon propre pays.

**Le coprésident (le sénateur Aird):** Merci beaucoup, M. Czernetz. Il me semble que vous nous avez apporté un nouveau sujet de discussion pour un débat futur. Merci beaucoup, monsieur. Sénateur Flynn, avez-vous une question?

[Texte]

**Le sénateur Jacques Flynn C.P.:** Monsieur le président, j'ai une simple question qui se rattache un peu aux propos que vient de tenir M. Czernetz, mais avant de la poser, me permettez-vous de la préfacier en disant mon plaisir de voir parmi la délégation du Conseil de l'Europe plusieurs de ceux que j'ai rencontrés en mai 1969 alors que j'avais l'honneur de faire partie de la délégation canadienne qui fut reçue alors par le Conseil de l'Europe. Mon plaisir est accru des excellents souvenirs que je conserve de cette très valable expérience, tout particulièrement la très chaude hospitalité dont nous avons été l'objet, et les fructueux échanges de vues sur des problèmes d'intérêt commun.

Ma question découle du fait qu'il semble que tous ceux qui se sont exprimés sur le problème des investissements américains en Europe ou au Canada sont d'accord pour conclure qu'il faudrait définir une politique pan-européenne ou une politique canadienne face à ces investissements américains de façon à mettre plus en relief les avantages que les pays emprunteurs—si je puis m'exprimer ainsi—peuvent en retirer, et à la fois restreindre les désavantages que ces investissements peuvent comporter.

Mais ma question que j'adresse aux membres de la délégation, est de savoir comment à l'intérieur de l'Europe, du groupe des membres du Conseil de l'Europe, on a résolu ce problème, parce que, sans aucun doute, il doit, comme le soulignait tout à l'heure M. Czernetz, il doit y avoir des pays membres du Conseil de l'Europe qui font des investissements dans d'autres pays. Comment donc ces autres pays qui dépendent des investissements de pays si vous voulez, membres du Conseil, ou membres de l'Europe, réagissent-ils vis-à-vis de ces investissements? A-t-on trouvé des solutions ou est-ce que les membres des pays qui forment le Conseil de l'Europe ne voient aucun problème à ces échanges ou à ces investissements intérieurs parmi eux?

[Traduction]

**Le coprésident (Le sénateur Aird):** Merci beaucoup, sénateur Flynn. Quelqu'un d'entre vous pourrait-il répondre au sénateur Flynn?

[Texte]

**Le président Reverdin:** Monsieur le président, je vais peut-être donner une réponse partielle; je viens d'un pays qui est investisseur. Nous avons plus d'investissements suisses aux États-Unis qu'il n'y a d'investissements